



Consultations prébudgétaires

2025-2026

Mémoire de l'École de technologie supérieure (ÉTS)
Présenté à Eric Girard, ministre des Finances

Montréal, le 13 février 2025

Table des matières

| | |
|--|----|
| Consultations prébudgétaires..... | 1 |
| 2025-2026..... | 1 |
| Recommandations..... | 3 |
| Introduction..... | 4 |
| Une collaboration fructueuse avec le gouvernement : des projets d'avenir en émergence..... | 5 |
| Des chantiers porteurs d'avenir | 6 |
| Chantier n° 1 : Innovation en aérospatiale..... | 6 |
| Chantier n° 2 : Adaptation aux changements climatiques et adoption de principes de circularité dans la construction des infrastructures | 7 |
| Chantier n° 3 : Des logements pour tous, gages d'une meilleure intégration dans un milieu de vie dynamique..... | 9 |
| Chantier n° 4 : L'immigration pour contrer la pénurie de main-d'œuvre | 10 |
| Chantier n° 5 : Soutien financier aux universités pour renforcer la productivité..... | 11 |
| Chantier n° 6 : Maintien du Fonds de recherche du Québec | 13 |
| Conclusion..... | 14 |
| Contact..... | 14 |

RECOMMANDATIONS

1. Maintenir et renforcer le leadership du Québec à l'international en matière d'aérospatiale en finançant le développement des infrastructures de recherche et de formation, notamment par un investissement de 30 millions de dollars pour l'Aérocampus de l'ÉTS, afin d'assurer un environnement d'apprentissage et d'innovation à la hauteur des ambitions du secteur;
2. Prioriser l'investissement dans le développement de nouvelles technologies de construction et dans des infrastructures mieux adaptées aux changements climatiques, en intégrant des principes de circularité et en adaptant les critères d'attribution des contrats qui favorisent des approches durables;
3. Augmenter les investissements dans les infrastructures de logements étudiants pour répondre à la demande croissante, soutenir l'intégration et la réussite académique des étudiantes et étudiants des régions du Québec et issus de l'international et pour assurer l'attractivité des établissements québécois face à la concurrence internationale;
4. Protéger et améliorer les incitatifs liés à l'immigration pour répondre aux besoins en main-d'œuvre en génie et en technologies, notamment en maintenant le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) — Volet diplômés et en facilitant l'intégration des talents internationaux afin de pourvoir les postes stratégiques;
5. Accroître le financement des universités québécoises, en particulier en génie, pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée, renforcer la productivité et l'innovation et soutenir les collaborations universités-industrie ainsi que la recherche appliquée;
6. Maintenir et sécuriser le financement du Fonds de recherche du Québec afin d'assurer un soutien stable et pérenne aux recherches en sciences naturelles et en génie, qui sont essentielles pour le développement technologique et économique du Québec.

INTRODUCTION

Au moment où le Québec fait face à de grands défis, le rôle du génie et de l'enseignement supérieur devient incontournable. L'optimisation de la productivité des entreprises, l'adaptation de l'économie aux changements climatiques, l'investissement dans des infrastructures durables et la transformation des modèles d'habitation et des transports sont des enjeux cruciaux. Depuis 50 ans, l'École de technologie supérieure (ÉTS) s'emploie à former les professionnelles et professionnels dont le Québec a besoin pour soutenir les aspirations de l'industrie, favoriser le développement technologique et proposer des solutions concrètes aux problématiques complexes qui préoccupent la population, les entreprises et le gouvernement.

Le rôle de l'ingénierie dans l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du Québec est fondamental. En optimisant les processus industriels, en intégrant des technologies innovantes et en soutenant l'industrialisation, l'ÉTS contribue directement à la croissance économique de la province. Toutefois, pour maintenir cet élan, il est essentiel que le gouvernement soutienne le financement des universités, en particulier dans les domaines scientifiques et technologiques, afin de garantir un bassin de main-d'œuvre qualifiée et dans le but d'accélérer l'innovation.

Or, le sous-financement chronique des universités québécoises limite leur capacité à répondre aux besoins du marché du travail et à soutenir la compétitivité du Québec à l'échelle internationale. L'arrêt prématuré du programme des bourses Perspective Québec, qui visait à inciter les étudiantes et étudiants à poursuivre des carrières dans des secteurs stratégiques, ajoute un défi supplémentaire. La cessation devancée du programme et les incertitudes quant au maintien du génie dans l'Opération main-d'œuvre, doublées d'un contexte de restrictions budgétaires, soulèvent des inquiétudes quant aux conséquences sur la formation et sur la capacité à répondre à l'enjeu de pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Par ailleurs, sans un investissement soutenu dans la formation et la recherche, le Québec risque aussi de voir ses établissements d'enseignement supérieur perdre leur capacité à attirer et à retenir les talents nécessaires à son essor économique.

Concrètement, l'ÉTS a pour mission le développement technologique et économique du Québec. Spécialisée en ingénierie appliquée, elle forme 25 % des ingénieures et ingénieurs de la province et accueille plus de 11 000 étudiantes et étudiants. Elle se classe au 1^{er} rang des facultés de génie au Québec et au 2^e rang au Canada. De plus, elle favorise, par le biais de son incubateur, le Centech, l'émergence de jeunes entreprises innovantes et prometteuses qui génèrent des retombées économiques et des emplois.

L'ÉTS est particulièrement bien positionnée pour répondre aux besoins de la société, notamment grâce à son modèle unique de collaboration avec l'industrie, où plus de 70 % des activités de recherche sont réalisées en partenariat avec des entreprises du

Québec, du Canada et de l'international. Cette approche favorise le progrès scientifique, le transfert technologique et l'adaptation rapide aux réalités du marché.

Le présent mémoire met en lumière les chantiers prioritaires de l'ÉTS afin qu'elle puisse continuer de jouer un rôle clé dans l'innovation, l'informatique, les infrastructures durables et les technologies avancées. Le soutien du gouvernement du Québec est essentiel afin de maintenir des programmes de formation de pointe, attirer les meilleurs talents et assurer la prospérité économique du Québec.

UNE COLLABORATION FRUCTUEUSE AVEC LE GOUVERNEMENT : DES PROJETS D'AVENIR EN ÉMERGENCE

Entrepreneuriat : Ax.c, un espace entièrement dédié à l'innovation

L'espace d'entrepreneuriat innovant Ax.c, dont l'ouverture est prévue en 2025, vise à devenir un lieu de rassemblement dynamique où se rencontreront les acteurs du milieu des affaires et les idées des jeunes entreprises, afin de les aider à démarrer, à grandir et à prospérer. Ce projet aspire à créer un écosystème propice à l'entrepreneuriat et à la commercialisation des innovations.

L'implication du gouvernement du Québec dans le soutien technologique et le développement d'écosystèmes de recherche est essentielle. Cet espace est une initiative issue de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027 (SQRI2), dont les répercussions positives se font sentir sur les activités des institutions universitaires comme l'ÉTS.

Embauche de professeurs : une diversification des expertises pour répondre aux besoins de la société

Au cours des dernières années seulement, le soutien financier du gouvernement a permis l'embauche de dizaines de nouveaux professeurs et professeures à l'ÉTS et l'attraction de chercheuses et de chercheurs reconnus. Cet appui financier du gouvernement du Québec a non seulement permis d'attirer des talents, mais aussi de consolider un corps professoral dont la diversification des expertises soutiendra nécessairement les ambitions pour une relève professionnelle convoitée et une recherche de pointe pouvant dynamiser le développement technologique du Québec et du Canada.

Le Québec : leader mondial en aérospatiale

L'annonce du gouvernement concernant la création de la zone d'innovation en aérospatiale, l'Espace Aéro, incluant le pôle stratégique de Longueuil, vient valider la décision de l'ÉTS et de ses partenaires d'y implanter un Aérocampus. Situé dans l'un des écosystèmes les plus dynamiques du secteur, ce projet contribuera activement à l'attraction et à la rétention des acteurs de l'industrie aérospatiale au Québec.

En s'établissant à proximité d'entreprises de renom telles que Pratt & Whitney Canada, CAE, Héroux Devtek et Bell Textron, l'ÉTS consolide son rôle clé dans le développement industriel et technologique en aérospatiale. Réalisé en collaboration avec des partenaires stratégiques comme la Ville de Longueuil, l'École nationale d'aérotechnique (ÉNA) et le Centre technologique en aérospatiale (CTA), l'Aérocampus renforcera l'enseignement coopératif, la recherche collaborative et les liens avec l'industrie.

DES CHANTIERS PORTEURS D'AVENIR

Chantier n° 1 : Innovation en aérospatiale

Le Québec se distingue comme un chef de file en aérospatiale avec 41 700 emplois dans ce secteur stratégique, dont une concentration majeure dans la région métropolitaine, où un travailleur sur 67 exerce un métier ou une profession liée à l'aérospatiale. Plus de 40 % de la main-d'œuvre canadienne en aérospatiale est basée à Montréal, bénéficiant d'un écosystème dynamique composé de plus de 230 entreprises, allant des grandes multinationales aux PME spécialisées. Ce positionnement est d'autant plus stratégique que la demande en génie aérospatial devrait connaître une croissance de 30 % d'ici 2033, selon les projections de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Toutefois, ce leadership demeure fragile sans un engagement financier soutenu pour moderniser les infrastructures de recherche et de formation. En intégrant des avancées technologiques issues de la recherche universitaire, le secteur aérospatial renforce la compétitivité et la productivité du Québec sur la scène mondiale.

Dans cet esprit, la création de l'Espace Aéro, annoncée par le Gouvernement du Québec, vise à renforcer le positionnement stratégique du secteur aérospatial québécois. Mais pour que cette zone d'innovation devienne un moteur de croissance, elle doit s'appuyer sur des investissements majeurs en infrastructures de recherche et en soutien aux initiatives industrielles et universitaires. Comme partenaire de premier plan pour la formation et la recherche, l'ÉTS s'intègre aux pôles de Longueuil et de Montréal, tout en participant à des projets collaboratifs dans le pôle de Mirabel. L'École compte 9 chaires de recherche dédiées à ce secteur et collabore avec plus de 70 partenaires privés, soutenant des projets dans des domaines tels que les matériaux et la

fabrication avancée, l'avionique et les systèmes de contrôle ainsi que la conception et l'optimisation.

Dans la foulée, l'ÉTS a annoncé l'expansion de ses activités sur la Rive-Sud de Montréal avec la création d'un Aérocampus à Longueuil. Ce projet s'inscrit dans une vision stratégique où l'accès à des infrastructures de pointe conditionne la qualité de la formation et la compétitivité des ingénieurs québécois sur le marché mondial. Ce projet, réalisé en collaboration avec des partenaires stratégiques comme la Ville de Longueuil, l'École nationale d'aérotechnique (ÉNA) et le Centre technologique en aérospatiale (CTA), vise à renforcer l'enseignement coopératif, la recherche collaborative et les liens industriels. L'industrie aérospatiale, fortement engagée dans cette initiative, souligne l'importance de cet investissement pour maintenir le Québec à l'avant-garde d'un secteur hautement concurrentiel.

Pour mener à bien ce projet structurant, l'ÉTS sollicite un soutien financier du gouvernement du Québec à hauteur de 30 millions de dollars afin d'assurer la mise en place d'infrastructures adaptées aux besoins des entreprises et à l'évolution du secteur aérospatial. Cet investissement permettra de doter le Québec d'un pôle de formation et d'innovation essentiel au développement et à la rétention des talents dans cette industrie stratégique.

L'ÉTS a également créé un nouveau baccalauréat en génie aérospatial, dont la première cohorte débutera en septembre 2025, confirmant son engagement à former des ingénieurs hautement qualifiés pour soutenir le leadership du Québec dans ce secteur stratégique. Toutefois, le succès de cette initiative dépendra aussi de la capacité du gouvernement à soutenir financièrement la formation et la recherche en aérospatiale, en garantissant un accès à des infrastructures permettant la collaboration avec les entreprises.

Recommandation 1 :

Maintenir et renforcer le leadership du Québec à l'international en matière d'aérospatiale en finançant le développement des infrastructures de recherche et de formation, notamment par un investissement de 30 millions de dollars pour l'Aérocampus de l'ÉTS, afin d'assurer un environnement d'apprentissage et d'innovation à la hauteur des ambitions du secteur.

Chantier n° 2 : Adaptation aux changements climatiques et adoption de principes de circularité dans la construction des infrastructures

Le Québec et le Canada sont de plus en plus vulnérables aux événements météorologiques extrêmes tels que les inondations, les tempêtes et les feux de forêt, qui causent des dommages considérables aux infrastructures et perturbent l'économie. La

tempête post-tropicale Debby, par exemple, a causé des pertes de plus de 2,5 milliards de dollars rien qu'au Québec, dépassant le coût de la tempête de verglas de 1998. Selon l'Institut climatique du Canada, les pertes annuelles liées aux changements climatiques pourraient atteindre 25 milliards de dollars cette année, soit 50 % de la croissance prévue du PIB. La saison des feux de forêt de 2023 en est une autre illustration, avec des milliers de brasiers qui ont ravagé 18,5 millions d'hectares, causant des pertes économiques importantes.

Face à cette urgence, il est important d'agir dans le but d'atténuer les effets des changements climatiques et d'investir dans des solutions durables. Le vieillissement des infrastructures publiques, exacerbé par ces changements, représente un défi économique majeur. Les coûts d'entretien, de réparation et de remplacement augmentent constamment : il est donc essentiel d'innover et de développer des solutions novatrices, telles que des matériaux recyclés, des procédés de construction durables et des infrastructures résilientes.

L'Institut AdapT, créé en 2022 par l'ÉTS, a pour mission d'accélérer la conception et la construction d'infrastructures résilientes et durables face aux changements climatiques. Il met en relation les gouvernements et les industries avec des chercheurs et chercheuses, tout en offrant l'accès à un réseau académique, à une expertise en financement de projets de recherche et à des solutions novatrices. AdapT contribue ainsi à l'adaptation des infrastructures, à l'atténuation des conséquences climatiques et à la pérennité des services essentiels, tout en stimulant l'économie et en renforçant la position du Québec à l'international grâce à des technologies de pointe et des matériaux durables.

Prenons l'exemple des bâtiments : en favorisant le développement et la mise en œuvre de solutions comme les bâtiments à faible consommation énergétique, les systèmes de drainage avancés et les matériaux résistants aux événements extrêmes (comme des toitures capables de résister aux vents violents), le Québec peut renforcer ses infrastructures de manière efficace et durable.

Le développement de nouvelles approches en matière d'adaptation climatique peut également créer des entreprises et des industries, tout en stimulant le secteur de la construction et des technologies québécoises, grâce à la mise à niveau des infrastructures, comme les routes, les ponts et les bâtiments. Cette création d'emplois répondra aux besoins des régions vulnérables, tout en construisant des villes plus durables et résilientes. L'innovation est le moteur de ce changement et l'Institut AdapT de l'ÉTS est un acteur clé de cette transition.

Dans un contexte économique mondial en constante évolution, l'adoption de pratiques d'économie circulaire est essentielle pour les entreprises. Cette transition est une stratégie économique intelligente qui stimule l'innovation, réduit les coûts et améliore la compétitivité. En intégrant des normes de résilience dans leurs opérations, les entreprises se positionnent favorablement sur les marchés internationaux, où de telles exigences sont de plus en plus courantes. L'Union européenne, avec son initiative de passeport numérique de produits (PNP), illustre parfaitement cette tendance en exigeant des informations détaillées sur la durabilité, la réutilisation, la réparabilité, l'empreinte carbone et le contenu recyclé des produits, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle ère de transparence et de responsabilité environnementale.

L'Institut AdapT joue un rôle déterminant dans cette transition, en aidant les entreprises à adopter des pratiques circulaires et des approches durables au profit d'une société prospère et résiliente.

Recommandation 2 :

Prioriser l'investissement dans le développement de nouvelles technologies de construction et dans des infrastructures mieux adaptées aux changements climatiques, en intégrant des principes de circularité et en adaptant les critères d'attribution des contrats qui favorisent des approches durables.

Chantier n° 3 : Des logements pour tous, gages d'une meilleure intégration dans un milieu de vie dynamique

La crise du logement touche tout le Québec et les besoins en logements étudiants à l'ÉTS sont particulièrement pressants. Actuellement, l'ÉTS dispose de 1 132 places en appartements étudiants, ce qui est largement insuffisant pour répondre à la demande réelle. En 2024, à l'ÉTS, environ 2 000 demandes ont dû être refusées, représentant un taux de refus moyen de 63 % par trimestre.

De plus, au cours des cinq dernières années, 73 % des étudiantes et étudiants ayant fait une demande d'admission provenaient de l'extérieur de Montréal. Offrir un toit abordable sur le lieu d'étude permet d'encourager la réussite par un allègement de la pression financière. Pour l'ÉTS, il demeure significatif d'offrir des logements adaptés à une population étudiante diversifiée, souvent éloignée de leur réseau familial et social.

Les résidences étudiantes de l'ÉTS offrent non seulement un milieu de vie, mais aussi une expérience d'accueil, d'intégration et de soutien académique essentielle pour favoriser la réussite. Dans un contexte où la pénurie et les coûts des logements à Montréal atteignent des sommets inégalés, et où les coûts de construction et l'achat de terrains demeurent prohibitifs, il devient impératif de développer le parc locatif étudiant afin de préserver l'attractivité de l'établissement, d'assurer une meilleure intégration et de répondre à la demande croissante.

Recommandation 3 :

Augmenter les investissements dans les infrastructures de logements étudiants pour répondre à la demande croissante, soutenir l'intégration et la réussite académique des étudiantes et étudiants et assurer l'attractivité des établissements québécois face à la concurrence internationale.

Chantier n° 4 : L'immigration pour contrer la pénurie de main-d'œuvre

Selon un rapport mené par Aviseo Conseil pour le compte de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ), plus de 5 000 nouveaux professionnels et professionnelles en génie seront requis chaque année à l'horizon 2033 pour répondre aux besoins du marché. Ce rapport fait aussi la démonstration que plusieurs disciplines du génie font face à une demande en forte croissance, dépassant dans certains cas le nombre de diplômées et diplômés qu'on peut espérer.

En tenant compte du déficit de main-d'œuvre qui pouvait prévaloir dans certains secteurs avant 2023 et des nouveaux besoins anticipés, notamment de nouveaux barrages et des projets dans l'éolien, il est facile d'envisager que les besoins en ingénieurs seront d'autant plus importants. Ignorer ces tendances pourrait compromettre des projets stratégiques, entraînant des délais accrus, des coûts plus élevés et constituer un réel frein à l'innovation.

L'immigration constitue donc une solution essentielle pour combler cette pénurie, particulièrement dans les domaines du génie et de l'informatique, où la demande dépasse largement l'offre actuelle de main-d'œuvre qualifiée. À leur diplomation, les étudiantes et étudiants internationaux sont formés dans le but de répondre à ces besoins critiques. Or, les récentes mesures de restriction, notamment la réduction du nombre d'étudiants internationaux admis et la suspension du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) — Volet diplômés, affecteront directement trois piliers essentiels : la diplomation, la recherche et le financement des universités québécoises.

À l'ÉTS, les étudiantes et étudiants internationaux jouent un rôle central dans ces trois dimensions. Ils représentent 37 % de l'effectif étudiant total, une proportion qui atteint 70 % aux cycles supérieurs, où leur contribution à la recherche et à l'innovation technologique est essentielle. Les restrictions actuelles risquent d'affaiblir considérablement la capacité des universités à maintenir des projets de recherche de pointe, à assurer la formation de la relève en ingénierie et à préserver leur équilibre budgétaire. Ces effets ne se limiteront pas aux établissements universitaires : ils auront des répercussions directes sur la capacité du Québec à répondre aux besoins pressants en main-d'œuvre qualifiée. Avec plus de 50 000 postes à combler en génie d'ici 2033, il est impératif de soutenir l'immigration étudiante et de favoriser l'intégration des diplômés formés ici, qui représentent une solution immédiate et durable pour le développement économique du Québec.

Malheureusement, la suspension du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) — Volet diplômés du gouvernement du Québec a un impact tangible sur l'économie de la province. Elle limite la capacité des universités à recruter les meilleurs talents pour des projets de recherche de pointe et prive le Québec d'une main-d'œuvre qualifiée et immédiatement disponible.

À cela s'ajoute une cohabitation complexe entre les mesures provinciales et fédérales en matière d'immigration étudiante. Alors que le Québec impose des restrictions sur le nombre d'étudiants internationaux admis et suspend l'accès rapide à la résidence permanente par le PEQ, le gouvernement fédéral réduit lui aussi le nombre de permis d'études délivrés. Toutefois, l'absence de coordination entre ces deux niveaux de gouvernement engendre des délais administratifs importants et une incertitude pour les établissements d'enseignement et les étudiants et étudiantes, compliquant ainsi leur intégration au marché du travail québécois.

Recommandation 4 :

Protéger et améliorer les incitatifs liés à l'immigration pour répondre aux besoins en main-d'œuvre en génie et en technologies, notamment en maintenant le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) — Volet diplômés et en facilitant l'intégration des talents internationaux afin de pourvoir les postes stratégiques.

Chantier n° 5 : Soutien financier aux universités pour renforcer la productivité

L'enseignement supérieur, à l'ÉTS en particulier, est un levier stratégique pour le développement économique du Québec. Il permet de former une main-d'œuvre hautement qualifiée, de favoriser l'innovation et d'augmenter la productivité des entreprises. Toutefois, le sous-financement chronique des universités québécoises limite leur capacité à répondre aux besoins du marché du travail et à soutenir la compétitivité du Québec sur la scène internationale.

Les universités québécoises disposent de ressources nettes de fonctionnement par étudiant qui ne représentent que 83 % de celles des universités des autres provinces canadiennes, avec un manque à gagner estimé à 1,167 milliard de dollars. Ce déficit de financement freine non seulement la qualité de l'enseignement et des infrastructures, mais aussi la capacité d'innovation et de recherche appliquée, qui sont des éléments essentiels pour maintenir la productivité du Québec.

Le secteur du génie est identifié par le gouvernement du Québec comme un domaine stratégique dans son initiative Opération main-d'œuvre, qui vise à former 110 000 travailleurs qualifiés supplémentaires dans des secteurs névralgiques. Pourtant, malgré ces efforts, plusieurs spécialités du génie, comme l'aérospatial, l'électrique, le chimique, l'informatique et le logiciel, continuent de souffrir d'une pénurie de main-d'œuvre qui menace la réalisation de grands projets d'infrastructure et de transition énergétique.

L'accélération des investissements dans l'hydroélectricité, l'électrification des transports et la modernisation des infrastructures exige une relève qualifiée en génie. Or, si le Québec ne renforce pas son soutien aux universités, il risque de ne pas avoir suffisamment d'ingénieures et d'ingénieurs pour livrer ces projets stratégiques.

L'annonce de la fin anticipée des bourses Perspective Québec est un coup dur pour les étudiants et étudiantes en génie et pour l'attractivité des carrières en ingénierie. Ce programme, lancé en 2022, visait à encourager la diplomation dans des domaines en pénurie de main-d'œuvre, dont les sciences appliquées et le génie. Il a permis d'octroyer 151 214 bourses universitaires pour un montant total de 538,2 millions de dollars.

La dernière session d'admissibilité sera désormais l'hiver 2025, soit une session plus tôt que prévu. Cette décision réduira considérablement des conditions financières gagnantes et qui incitaient à la réussite pour les futurs étudiants et étudiantes en génie. Cette situation risque de réduire la portée de l'Opération main-d'œuvre dans le secteur et de diminuer la capacité du Québec à répondre à ses ambitions industrielles et environnementales.

Si le gouvernement québécois souhaite assurer l'avenir économique de la province, il doit continuer d'investir dans la formation en génie, en compensant la disparition des bourses par un réinvestissement accru dans les universités et dans les programmes d'incitation à la diplomation en sciences appliquées.

L'ÉTS se distingue par son modèle unique de formation axé sur la recherche appliquée et les partenariats avec l'industrie, ce qui permet de répondre aux besoins concrets des entreprises et d'accélérer l'adoption de technologies innovantes. Plus de 70 % des activités de recherche de l'ÉTS sont réalisées en collaboration avec des entreprises, un taux exceptionnel qui positionne l'établissement comme un acteur clé du transfert technologique et de la productivité industrielle.

Dans un contexte de transformations technologiques majeures (intelligence artificielle, robotique, technologies quantiques), il est primordial de soutenir le financement des infrastructures de recherche appliquée et d'assurer un lien fort entre la formation universitaire et les besoins des entreprises québécoises. Sans un soutien financier accru aux universités, le Québec risque de perdre son avantage compétitif et de voir ses meilleurs talents quitter la province pour des institutions mieux financées à l'international.

Recommandation 5 :

Accroître le financement des universités québécoises, en particulier en génie, pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée, renforcer la productivité et l'innovation, et soutenir les collaborations universités-industrie ainsi que la recherche appliquée.

Chantier n° 6 : Maintien du Fonds de recherche du Québec

À l'ÉTS, la recherche se développe en étroite collaboration avec l'industrie. L'École compte sur plus de 2 500 entreprises partenaires, qui offrent non seulement des stages à la communauté étudiante, mais collaborent également à des activités de recherche pour demeurer compétitives dans un monde en constante évolution. Ces partenariats permettent aussi aux professeurs de développer des applications industrielles innovantes. Ensemble, ils contribuent de manière significative au progrès scientifique, à l'avancement de la productivité au Québec et à la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée.

Comme les autres universités de petite taille, l'ÉTS est plus vulnérable aux fluctuations du financement de la recherche. Une réduction du financement peut avoir des impacts majeurs, d'autant plus qu'au cours des dernières années, le Canada a diminué ses investissements en recherche et développement. En effet, le financement lié à la recherche est passé de 1,9 % à 1,6 % du PIB, une réduction de 15 %.

Le Fonds de recherche du Québec reste donc essentiel pour soutenir le développement de la recherche scientifique, notamment dans une perspective francophone, et assurer la vitalité des secteurs des sciences naturelles et du génie. Ce soutien est particulièrement crucial pour les universités québécoises qui forment une relève scientifique en français, permettant au Québec de demeurer un pôle d'innovation et de rayonnement international tout en préservant son identité linguistique. Il joue un rôle clé dans la formation de la relève en recherche et dans l'élaboration de solutions face aux défis de société auxquels le Québec est confronté. L'ÉTS contribue à ces efforts quotidiennement à travers sa mission d'enseignement et de recherche.

Recommandation 6 :

Maintenir et sécuriser le financement du Fonds de recherche du Québec afin d'assurer un soutien stable et pérenne aux recherches en sciences naturelles et en génie, qui sont essentielles pour le développement technologique et économique du Québec.

CONCLUSION

Depuis cinq décennies, l'École de technologie supérieure (ÉTS) est un moteur essentiel de la croissance économique, technologique et sociale du Québec. En formant un quart des ingénieurs de la province et en menant des recherches collaboratives avec plus de 2 500 entreprises, l'ÉTS contribue directement à l'innovation, à la productivité et à l'essor industriel du Québec.

Alors que le Québec fait face à des défis majeurs – changements climatiques, crise du logement, pénurie de main-d'œuvre, transformations technologiques et sous-financement universitaire – l'investissement en enseignement supérieur et en recherche doit être considéré comme un levier stratégique. Former une main-d'œuvre qualifiée, soutenir l'innovation et renforcer la compétitivité des entreprises québécoises sont des impératifs permettant d'assurer la prospérité économique et la transition vers une économie plus durable et technologique.

Le Québec ne peut se permettre de ralentir ses investissements dans les secteurs stratégiques qui garantiront son avenir. L'arrêt prématuré des bourses Perspective Québec et le sous-financement chronique des universités risquent de compromettre l'attractivité des études en génie et la capacité du Québec à répondre à ses ambitions industrielles et environnementales. Soutenir financièrement les universités, en particulier celles spécialisées en génie, est un investissement directement lié à la productivité, à l'innovation et à la compétitivité internationale du Québec.

Les recommandations de ce mémoire offrent des solutions concrètes pour accélérer l'innovation, répondre aux défis de société et moderniser les infrastructures du Québec. L'adaptation aux changements climatiques, le développement de l'aérospatiale, la crise du logement étudiant, le maintien du Fonds de recherche du Québec, l'immigration comme levier de main-d'œuvre et le soutien financier aux universités ne sont pas de simples priorités pour l'ÉTS : ce sont des piliers essentiels au développement économique et technologique du Québec.

En soutenant l'enseignement supérieur, le gouvernement investi dans le capital humain, la recherche et l'innovation, la transition technologique et la productivité. Ensemble, nous avons l'opportunité de bâtir un Québec plus fort, plus innovant et plus prospère, capable de rayonner sur la scène nationale et internationale, au bénéfice des générations actuelles et futures.

CONTACT

Jean-Alexandre D'Etcheverry

Jean-Alexandre.Detcheverry@etsmtl.ca

Service des affaires publiques et des relations gouvernementales

École de technologie supérieure